



ATTENTION!!!

Nouveaux numéros pour
contacter la Fédération

Tél. : 01.55.82.68.88
Fax : 01.55.82.69.15

De notre lutte dépendra l'avenir !

**Le beurre et
l'argent du
beurre et
pourquoi pas
la crème ?**

La Fédération patronale de la plasturgie ne cesse de s'attaquer aux avantages acquis de notre Convention Collective Nationale (CCN), en voulant récupérer à son profit toute la richesse créée par les seuls salariés de la branche.

L'industrie française de la plasturgie est un des fleurons de notre industrie de par sa diversité, dans ses activités allant des besoins essentiels de la vie, de la santé aux loisirs, transports et construction. **Mais ses salariés sont les plus mal lotis avec des salaires au plus bas : + de 60 % sont payés au SMIC.**

Vouloir mettre en place des CQP (Contrats de Qualifications Professionnels), la CGT n'y est pas opposée si ceux-ci sont destinés à des salariés qui n'ont aucune qualification à la base ou qu'ils veulent progresser dans leur déroulement de carrière en obtenant une qualification supérieure.

Tout CQP doit être positionné dans une grille de classifications qui permette de déterminer le salaire, de même que tout CQP ou CQPI doit être mis en équivalence aux diplômes de l'Education nationale lorsque ceux-ci existent. **Mais en aucun cas, le CQP ne doit remplacer un diplôme d'Etat pour la reconnaissance de la qualification.**

Les diplômes de l'Education nationale sont une qualification qu'on doit reconnaître dans une grille de classifications. L'adoption au poste reste, et doit rester si elle s'avère nécessaire, **à la charge des employeurs et non à celle de l'OPCA.**

Nous voyons là une dérive de l'utilisation des moyens de l'OPCA qui doivent rester disponibles pour les salariés en besoin de qualification. C'est un vrai problème de fond.

Depuis l'abandon des emplois repères dans la branche qui a supprimé, de fait, la qualification dans une grille de classifications, les salariés subissent une régression dans une progression de leur richesse créée dans le salaire et dans un déroulement de carrière. Et pour l'obtention du CQP, il repose uniquement, au départ, sur le bon vouloir des patrons sans que les syndicats de salariés puissent émettre un avis et en conclusion sans reconnaissance dans une qualification pour le salarié.

Et le comble de tout cela, la chambre patronale s'apprêtait, lors de la CPNE du 29 novembre 2012, à faire payer sur le montant du PRECIPUT (organisme des frais du paritarisme), le salaire d'une employée de leur fédération, tout comme elle essaie de l'imposer aussi dans l'association de gestion du paritarisme.

Le beurre et l'argent du beurre !

Cette logique capitaliste devient insupportable pour tous les salariés de la branche.



La casse de notre industrie s'accélère avec la fermeture de plus de 100 entreprises et ses 11 934 salariés en moins depuis 2008, et un chiffre d'affaires en évolution de 12 % en 3 ans. Et combien pour nos salaires ?

Les négociations sur les salaires stagnent depuis des années avec même pas une revalorisation au niveau de l'inflation. **Alors, réagir devient une nécessité.**

**Le 13 décembre,
l'occasion nous est donnée de s'exprimer, haut et fort
en appelant à la grève
dans toutes nos entreprises
et à participer nombreux aux rassemblements
dans nos départements et régions.**

Le gouvernement tente de s'appuyer sur les notations de l'agence MOODY'S ou sur les promesses du capital international pour tenter de convaincre l'opinion de la nécessité de l'austérité.

Pour rassurer les marchés financiers, le gouvernement a déjà fait beaucoup, qu'il s'agisse de l'adoption à la hâte du nouveau traité de stabilité européenne, de la loi de programmation budgétaire, du plan de compétitivité qui n'a fait l'objet de débats ni avec les organisations syndicales ni au Parlement. Plan dont il est question aujourd'hui d'accélérer la mise en œuvre, conformément aux vœux exprimés par la présidente du Médef et les milieux financiers.

Plus on leur donne, plus ils en redemande !

Ce que les salariés attendent du gouvernement socialiste, c'est qu'il contribue à ce que soient apportées des réponses progressistes aux difficultés multiples qu'ils rencontrent.

A la CGT, nous avons la conviction que ce pays recèle suffisamment de forces vives dont la mobili-

sation reste à construire et pourrait faire contrepoids à celle des adversaires du changement.

Exigeons l'arrêt des exonérations de cotisations sociales et de toutes aides publiques qui sont aujourd'hui le cancer de notre protection sociale.

Notre Sécurité Sociale est malade parce qu'elle manque de revenus du salaire socialisé, comme les salariés souffrent afin de boucler les fins de mois.

Augmenter nos salaires, c'est contribuer à la relance économique de notre pays et contribuer ainsi à un meilleur partage des richesses créées plus efficace que l'austérité et les rentes versées aux actionnaires.

**Alors oui, cela vaut
le coup de se battre !**

Oui, l'avenir peut être meilleur si nous nous en donnons les moyens, à commencer dans les entreprises à exiger de meilleures conditions de travail et de vie, de meilleurs salaires.

Exigeons notre dû !

Le 13 décembre 2012, tous dans la rue !

**L'avenir nous appartient et sera ce que nous
déciderons d'en faire tous ensemble.**